

Fait à noter, monsieur le Président, nous allons percevoir moins d'impôts d'Imperial Oil qui, au cours des trois dernières années, a réalisé des profits d'environ 600 millions de dollars. Pendant la récession, ses gains ont baissé à environ 400 millions. L'an dernier, ses profits se sont établis à un peu plus de 200 millions. Beaucoup d'autres entreprises sont en difficulté, acculées à la faillite. Les sept grandes sociétés pétrolières ont toujours prospéré au Canada et leur situation n'a pas changé. Monsieur le Président, notre parti s'en offusque, car ces sociétés sont prospères au détriment du Canada, des Canadiens et de leurs ressources. A notre avis, elles ne jouent pas leur rôle et le gouvernement et le parti conservateur sont tout à fait disposés à leur laisser gagner encore plus au détriment de nombreuses autres. A notre sens, la réduction d'impôt ne profitera pas aux petites sociétés canadiennes. Il faut mettre sur pied des programmes directs en vue de leur offrir des avantages pour les aider à rester en activité et à s'épanouir. Nous ne sommes pas impressionnés par une diminution d'impôt qui vise essentiellement à aider les sept grosses sociétés exploitées dans notre pays. Ce principe est regrettable et choquant.

Le deuxième point, c'est l'aveuglement total dont font preuve le gouvernement et l'opposition officielle. Ils sont disposés à accorder des dégrèvements d'impôt inconditionnels. Le ministre d'État chargé des Finances (M. MacLaren) a déclaré qu'il veut améliorer et accroître les liquidités d'Imperial Oil. Il veut augmenter les liquidités des sept grosses sociétés. Cela nous inquiète vivement. Nous savons, grâce au rapport de la Commission Bertrand, que ces mêmes sociétés ont extorqué 12 millions de dollars aux Canadiens entre 1958 et 1973. La Commission Bertrand a été constituée par le gouvernement en vue de mettre au jour cette énorme escroquerie dont ont fait les frais les Canadiens. Cette commission a formulé de nombreuses conclusions et recommandations, dont aucune, jusqu'ici, n'a été mise en vigueur. C'est déplorable, stupide et choquant. Nous devons prendre des mesures qui s'appliquent précisément aux grosses sociétés du pays qui continuent à faire des bénéfices et dont les liquidités sont supérieures à celles de presque toutes les autres sociétés. Nous pourrions insister, si nous voulons vraiment leur accorder un dégrèvement d'impôt, pour que celui-ci soit directement rattaché à l'investissement dans des projets créateurs d'emplois. Nous ne devrions accorder à ces sociétés aucun dégrèvement, avantage ou concession fiscale à moins qu'elles ne les utilisent à l'égard de projets précis de création d'emplois qui amélioreront le taux d'emploi et la viabilité des localités en cause.

Hier, le porte-parole de l'opposition officielle est intervenu à la Chambre et nous a parlé des problèmes que connaît une usine de gaz à Grande Prairie. Les exemples sont nombreux de sociétés auxquelles nous pourrions accorder des dégrèvements fiscaux à l'égard de projets précis. Nous pourrions fixer la condition, avant d'accroître les liquidités d'une entreprise aux frais du contribuable, que celle-ci s'en serve pour financer un projet créateur d'emplois.

Le troisième aspect critique de cet allègement, monsieur le Président, est d'être destiné aux sociétés pétrolières. Je ne sais pas pourquoi le gouvernement entretient cette véritable obsession qu'il a de protéger les banques et les sociétés pétrolières. Il le fait, c'est certain. Comment les Canadiens peuvent tolérer pareille situation me dépasse. Le gouvernement actuel et l'opposition officielle tiennent à réserver ce dégrèvement aux seules sociétés pétrolières. Il n'est fait aucune tentative pour en

transmettre l'avantage jusqu'aux consommateurs. Le gouvernement ne fait aucun effort pour créer un programme d'allègements fiscaux d'aval, pensé en fonction des consommateurs, ni pour leur en transmettre le moindre bénéfice.

Il est bien regrettable, monsieur le Président, que le gouvernement n'ait pas mis au point une politique d'aval. Chaque fois que nous allons faire le plein d'essence, nous constatons que le prix a augmenté. Pourtant, ici à la Chambre, nous allons autoriser une réduction d'impôt pour donner aux grandes sociétés pétrolières le maximum de bénéfices et davantage de liquidités, sans garantie aucune qu'elles vont entreprendre des projets de création d'emplois ou transmettre ces bénéfices aux consommateurs, aux petites entreprises, aux pêcheurs ou aux agriculteurs. Personne n'en bénéficie, sauf les sociétés pétrolières. Monsieur le Président, c'est répréhensible, stupide et révoltant.

Dans notre parti, nous voudrions voir l'inverse se produire. Nous aimerions voir le gouvernement admettre que sa politique énergétique nationale a durement éprouvé les Canadiens et qu'il n'a pas sérieusement envisagé la possibilité d'une politique d'aval. Aucune tentative n'est faite pour diminuer les prix de l'essence à la consommation.

• (1530)

Faisons la revue des événements. Il semble que chaque fois qu'on a été d'accord pour augmenter le prix à la tête des puits, les sociétés pétrolières ont ajouté leur propre majoration qui s'est répercutée jusqu'aux dernières étapes de la distribution. Aucune méthode précise ne peut à l'heure actuelle déterminer quel est le juste prix pour les combustibles comme l'essence, le mazout et d'autres. Le gouvernement ne s'intéresse pas à ce qui se passe au niveau de la vente au détail, parce qu'il est trop occupé à en rejeter le blâme sur les provinces.

Il semble qu'en réalité, chaque fois que le prix augmente, les sociétés pétrolières ne déduisent pas seulement la part du producteur du prix à la tête des puits, mais qu'elles ajoutent également leur propre majoration de prix qui se fait ressentir à la pompe.

Le gouvernement a aussi négligé ses devoirs envers les consommateurs en ne présentant pas à la Chambre une politique de la concurrence. Il n'a pas proposé de politique pour la protection des petites stations-service indépendantes. Nous avons vu les sociétés pétrolières essayer d'éliminer ces exploitants, d'acheter leur commerce, de réduire leur approvisionnement ou de leur livrer une guerre des prix. Il est très intéressant d'observer ce qui se passe lors d'une guerre des prix. En même temps qu'elles font la guerre de l'essence aux détaillants indépendants, ici, à Ottawa, les grandes sociétés haussent leurs prix dans l'île Vancouver afin de payer les frais de cette guerre. Ce sont les Canadiens de l'île Vancouver qui font les frais de toutes les guerres de l'essence qu'elles livrent ailleurs au pays. Les grandes sociétés ne sont donc jamais perdantes, quoi qu'elles fassent.

Le gouvernement n'a pas su défendre les consommateurs en n'exigeant pas une politique de fixation de prix durables ou de concurrence loyale qui puisse protéger les débiteurs d'essence indépendants. Quand aurons-nous un système qui permette une saine concurrence plutôt que cette espèce d'accord tacite avec les multinationales et les grandes sociétés pétrolières?